



Compte-rendu de la rencontre avec Michel Rocard

Dans le cadre du travail d'échanges et de réflexions qu'il mène en soutien de la campagne de François Hollande, le cercle réformiste et européen « Inventer à gauche » a accueilli mardi 7 février Michel Rocard, ancien Premier ministre et président d'honneur d'IAG. Cette rencontre, qui suivait celles organisées le 13 décembre autour de Michel Sapin et le 24 janvier avec Pascal Lamy, a permis de recueillir les vues de M. Rocard sur ce que devraient être les priorités des cent premiers jours d'une présidence socialiste.

A partir d'une lecture réaliste de la situation nationale et internationale, nous avons pu dresser plusieurs constats et retenir des orientations et mesures susceptibles d'être mises en œuvre dès les premières semaines d'un mandat de François Hollande.

I. Définir des mesures fortes et à faible coût afin de prendre toute la mesure de la crise économique et financière

A. Une situation économique difficile susceptible de s'aggraver à court terme

M. Rocard a exprimé son inquiétude face à l'ampleur de la crise économique: taux de croissance moyen des pays de l'OCDE proche de zéro en 2010-2011, risque d'éclatement de la bulle immobilière en Chine (baisse des prix de l'immobilier en 2011 ; bulle estimée par les experts comme quatre fois plus importante que la bulle américaine en 2008). L'éclatement de la bulle chinoise créerait 10 à 15 millions de chômeurs supplémentaires en Chine, avec un impact important sur l'économie mondiale.

La crise risque de s'aggraver dans les prochains mois. Fait exceptionnel, le gouverneur de la banque d'Angleterre s'était exprimé publiquement pour dire qu'il craignait une récession plus grave que celle des années 1930. L'économie allemande avait stagnée à l'automne 2011 et risquait d'entrer bientôt en récession. Les économies américaine et britannique continuaient de croître mais de manière artificielle, à travers une création monétaire exponentielle (1,5% de croissance au dernier trimestre 2011 aux Etats-Unis, croissance de 7% de la masse monétaire).

B. Des mesures symboliques et peu coûteuses ayant un impact visible

L'hypothèse d'une dégradation de la situation économique d'ici les élections fait apparaître deux risques : inadaptation du projet socialiste à la conjoncture; sentiment des électeurs que la gauche n'est pas prête à assumer les responsabilités. Il convient donc de définir des mesures symboliques et peu coûteuses à mettre en œuvre lors des 100 premiers jours afin de donner des signaux de maîtrise de la crise.

Parmi les mesures fortes en direction des milieux bancaires et spéculatifs responsables de la crise actuelle, Michel Rocard a proposé :

- a) la séparation des activités des banques de dépôt et d'investissement afin d'empêcher que les dépôts puissent être mobilisés à des fins spéculatives ;
- b) la stérilisation des paradis fiscaux ;
- c) le plafonnement des stocks options et des rémunérations indexées sur la bourse ainsi que la fixation d'un nouveau référentiel de rémunération : la création de valeur ajoutée.

S'agissant des mesures peu coûteuses susceptibles d'avoir un impact immédiat sur les conditions de vie des Français, M. Rocard a suggéré la mise en place d'un système de **caution mutuelle solidaire** pour l'accès au logement, domaine dans lequel ¼ des Français rencontrent des difficultés.

Dans la conjoncture actuelle, il paraissait important de préserver les équilibres financiers en différant dans un premier temps les réformes coûteuses (éducation, santé, justice).

Alain Bergougnieux, historien, a estimé qu'il fallait faire apparaître clairement aux Français la différence entre les mesures symboliques fortes que nous pourrions prendre dans les premières semaines d'une présidence socialiste et les mesures longues et nécessairement coûteuses qu'il conviendrait de différer dans un premier temps.

II. Replacer l'humain au centre de l'économie moderne.

A. Faciliter la capacité de refinancement des Etats.

Pour Michel Rocard, l'un des dysfonctionnements majeurs du système financier résidait dans le coût de refinancement des Etats comparé à celui des établissements financiers. M. Rocard a cité une enquête de journalistes de Bloomberg selon laquelle la Réserve Fédérale avait, depuis 2008, prêté 1 200 Mds USD aux banques privées américaines à un taux moyen de 0,01% (en temps normal, les banques privées se financent auprès des banques centrales à un taux de 1%, ndr). Les marchés financiers ne prêtaient quant à eux plus aux Etats en difficultés à des taux inférieurs à 6, 7 ou 9%. Le coût de refinancement des banques américaines était ainsi 600 fois inférieur à celui de la Grèce. Une situation amoral compte tenu de la responsabilité des activités spéculatives des banques dans la crise actuelle, mais surtout dangereuse d'un point de vue économique car le coût de refinancement de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne pousse ces pays à plafonner les retraites, les allocations familiales, les salaires des fonctionnaires tout en réduisant les investissements de long terme, ces politiques aggravant in fine chômage et récession.

Cette situation est d'autant plus dommageable que le recours à la dette en Europe n'incombe plus tant aux déficits présents (le solde primaire du budget italien, par exemple, était positif) qu'aux déficits passés qui contraignent les Etats à courir après le remboursement de dettes anciennes. Ainsi en 2012, la France a dû emprunter 400 Mds € dont 100 résultent du déficit budgétaire de l'année écoulée et 300 nécessaires

au paiement des dettes anciennes arrivant à échéance.

Le refinancement des Etats européens est en outre plus difficile qu'aux Etats-Unis en raison de la nature des traités qui interdisent à la BCE de prêter aux Etats, contrairement aux normes en vigueur aux Etats-Unis.

Afin de permettre aux Etats européens de faire face au renchérissement du coût de leur dette, M. Rocard suggère une solution qui ferait intervenir la BCE sans pour autant nécessiter une révision des traités : en vertu des articles 21.3 et 23 du statut du système européen des banques centrales, la BCE pourrait prêter sans limite à des taux très bas aux organismes publics de crédit européens (BEI, Caisse des dépôts etc.). Ces derniers pourraient à leur tour concéder des prêts à faibles taux (de l'ordre de 0,02%) aux Etats contraints de s'endetter pour rembourser leurs dettes anciennes. M. Rocard propose que cette capacité de crédit soit élargie au financement des investissements de long terme.

B. Humaniser l'économie capitaliste.

M. Rocard estime qu'il faut lutter contre la prédominance de la finance et replacer l'entreprise, comprise comme une communauté humaine, au cœur de notre conception de l'économie.

Il convient pour cela de créer un véritable droit de l'entreprise qui favoriserait la participation des salariés aux conseils de surveillance et aux comités de rémunération. M. Rocard propose un renouveau du syndicalisme d'entreprise qui passerait par:

- a) Une forte incitation à adhérer aux syndicats à travers l'autorisation du prélèvement des cotisations syndicales sur les feuilles de paye ;
- b) L'encouragement du syndicalisme de services (tickets restaurants, chèques vacances) ;
- c) La valorisation de l'économie sociale (3-4% des emplois en France).

Pour Jean Kaspar, ancien secrétaire général de la CFDT, la transparence salariale doit être promue et les décisions de rémunération élargies aux salariés dans une logique de responsabilisation des acteurs sociaux.

Michel Destot précise qu'il faut prendre des mesures fortes sur le chômage, principale préoccupation des Français, et les délocalisations, leur principale crainte. A cette fin, des mesures susceptibles de redonner confiance aux entreprises devrait être prises dans les 100 premiers jours. M. Destot propose que la promotion de l'activité des PME et PMI soit transférée aux régions et celle des ETI aux grandes villes dans le cadre des compétences conférées à ces grands ensembles urbains (pôles de compétitivité, recherche, enseignement supérieur etc.).

C. Affirmer le leadership de la France sur la question des réformes financières.

Michel Rocard suggère que la France soit à l'origine de plusieurs initiatives internationales au lendemain des élections présidentielles :

- a) Convocation d'une conférence européenne sur les thèmes de la croissance et de la dette afin d'insister sur le fait qu'une gestion malthusienne de la dette (baisse de la dépense publique) aurait pour conséquence une aggravation de la crise.
- b) Proposer à la Commission européenne un mémorandum sur l'aggravation de la crise de la dette, la récession et les mesures à prendre.
- c) Nouer des contacts avec les partis socio-démocrates européens et les pays émergents au sein des grandes institutions internationales (G20) pour promouvoir une réforme de la finance internationale.

III. Aborder les questions environnementales et énergétiques avec détermination et réalisme

A. Prendre la mesure de la gravité du réchauffement climatique

M. Rocard a relevé l'absence de progrès sur la question environnementale depuis le début 21^{ème} siècle. Il y a pourtant urgence à agir sur ce dossier qui a été relégué dans l'échelle des priorités des gouvernements depuis le début de la crise financière à l'heure où le rétrécissement de la glace polaire a connu un record durant l'été 2011.

Michel Rocard propose la mise en place d'un programme national sur la maturité et la rentabilité économique des énergies renouvelables.

B. Se positionner en pointe de la lutte contre le changement climatique

Le nouveau gouvernement devra saisir l'opportunité de la conférence de Rio+20 (20-22 juin 2012) pour redynamiser les efforts de la communauté internationale. M. Rocard suggère de conférer aux nations victimes du réchauffement climatique un droit d'invocation d'une menace contre la sécurité internationale qui permettrait une saisine du Conseil de Sécurité des Nations unies.

C. Faire preuve de réalisme sur la question nucléaire

La problématique du nucléaire civil ne peut être dissociée des perspectives de diminution de l'offre d'énergie fossile. Selon les statistiques de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'année 2006 a marqué le pic du plateau pétrolier et le pic gazier devait être atteint en 2016. Un désengagement du nucléaire civil aurait dans ce contexte de graves conséquences économiques. M. Rocard a par ailleurs rappelé que le nucléaire civil est, en dépit des maladies provoquées par les accidents nucléaires, l'énergie la moins coûteuse en vies humaines. Une étude de 2010 de l'Institut d'observation de l'énergie Paul Scherrer a recensé, depuis 1969, 33 000 morts causées par le charbon, 22 000 par l'hydraulique, 18 000 par le pétrole, 6 000 par le gaz et seulement 31 par le nucléaire civil. Afin d'éveiller les consciences sur cette réalité, M. Rocard propose de demander à l'ONU d'établir un indice de dangerosité des formes d'énergie.

Il suggère de lancer dans les 100 premiers jours un audit sur le rallongement de la durée de vie de nos centrales nucléaires.

IV. Renouveler notre approche de la politique et des questions sociétales

Pour Jean Kaspar, la gauche doit modifier son rapport à la réalité politique. Le rôle du politique n'est plus de produire du rêve mais de faire preuve de réalisme et de capacité de mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société.

Xavier Fels, ancien ambassadeur, rédacteur en chef de la revue Transports, a indiqué que s'il faut admettre et faire comprendre que le politique ne pouvait plus tout, il faut néanmoins "réenchanter" la France, à travers l'encouragement des initiatives locales, notamment dans le domaine des transports et des pôles de compétitivité. Les collectivités locales et leurs groupements, y compris transfrontaliers, ont un rôle central à jouer pour favoriser la réussite de ces projets. Une nouvelle approche de l'Europe des projets est également nécessaire.

Il convient d' "humaniser" la ville, à travers la revalorisation des sciences humaines et sociales frappées par les restrictions budgétaires. Contrairement aux idées reçues, il faudrait aujourd'hui plus de sociologues et d'anthropologues afin de recréer du lien social. M. Fels a enfin indiqué que notre appétence pour la mode, le design, les arts et l'architecture doit être davantage mises à profit pour améliorer les cadres de vie.

Site Internet : <http://www.inventeragauche.com/>